



## COMMUNIQUE de PRESSE

en réaction au communiqué de presse de la chambre d'agriculture "cyclone PAM" du 24 mars 2015

à Nouméa, le 26 mars 2015

Les catastrophes naturelles, cyclone, tsunami, tremblement de terre draine une importante mobilisation d'ONG internationales, d'agence gouvernementales ou intergouvernementale, qui à travers des actions humanitaires d'urgence peuvent, volontairement ou non, compromettre sur le long terme l'équilibre économique et socio-culturel, en particulier agricole et agroalimentaire, à travers des « cadeaux empoisonnés ».

Le cyclone PAM a fortement endommagé les cultures vivrières du Vanuatu, mettant les familles d'agriculteurs traditionnels en difficulté. Sur place, la reconstruction est déjà en cours mais il faudra plusieurs mois avant que les premières cultures vivrières et maraichères ne produisent. Rappelons que l'agriculture ni-vanuatu est bien éloignée du modèle agrochimique conventionnel, et différente du modèle agricole calédonien. En effet, 85% de la population vit d'une agriculture traditionnelle de subsistance, productive avec des semences adaptées locales et reproductibles, non utilisatrice d'intrants chimiques et d'hybrides. Elle est essentiellement vivrière.

Nous souhaitons ici exprimer notre inquiétude quant à l'aide agricole calédonienne proposée et coordonnée par la Chambre d'agriculture et ce à plusieurs titres. Dans un soucis de transparence sur cette opération, nous posons et souhaitons des réponses aux interrogations suivantes :

- **les kits envoyés sont-ils adaptés** aux besoins des populations locales, et celles ci ont elles été consultées ?
- **Contiennent-ils des pesticides ?** Et si oui, les populations locales ont elles la connaissance et la formation pour les utiliser ?
- **Contiennent-ils des engrais chimiques ?** les sols du Vanuatu sont d'une exceptionnelle fertilité et il y a sur place suffisamment de matière organique à composter.
- Ces kits sont-ils **destinés à une agriculture commerciale** ou sont-ils destinés à l'ensemble de la population ?
- **Les semences envoyées sont-elles des hybrides ou des variétés reproductibles ?** La productivité attendue de ces graines nécessite une utilisation d'herbicides et d'engrais bien supérieure à celle nécessaire pour les semences traditionnelles ou autochtones. De plus, seule la première génération de ces semences est fertile. Si l'habitude est prise de les utiliser (à la place des semences tirées des récoltes précédentes), il faudra alors acheter semences, engrais et herbicides.
- **Y a t il des OGM, ou des risques de contamination OGM ?** Nous doutons de la pertinence d'envoi de semences de papayes. Proviennent-elles de l'université de Hawaii (où 85% des papayes sont OGM). Cette Université fait partie de la liste des fournisseurs accréditée par les services de biosécurité.

Les semences hybrides doivent être achetées chaque année (leurs performances s'estompent et il n'est pas intéressant de ressemer les graines récoltées). Elles ne poussent qu'avec des intrants chimiques coûteux et dangereux. Elles risquent également de prendre la place des semences locales qui existent depuis des centaines ou des milliers d'années et de mettre ainsi en péril des milliers d'années de pratiques agricoles ni vanuatu. Les pratiques de production d'agriculture traditionnelles se fondent sur des principes écologiques tels que le développement de la vie des sols, le recyclage des nutriments, la gestion dynamique de la biodiversité. Cette agriculture n'utilise pas les produits agrottoxiques, les hormones artificielles, les OGM ou les nouvelles technologies dangereuses des intrants externes qui doivent être achetés auprès de l'industrie.

**Nous rappelons que le Vanuatu ne dispose pas actuellement de réglementation sur l'importation des semences OGM, et que la situation de crise au Vanuatu a levé les contraintes habituelles en matière de déclaration des semences importées ce qui laisse la porte grande ouverte aux lobbies semenciers et agrochimique pour introduire hybrides, variétés améliorées nécessitant des intrants chimiques (engrais, pesticides) et variétés de type OGM.** La liste des semenciers ou organismes accrédités par les services de biosécurité du Vanuatu ne nous rassure pas. On y trouve Seminis et De Ruiter (Monsanto), Pacific et Pionner (détenteur de brevets OGM notamment en Australie), Syngenta, l'Université de Hawaii (papayes OGM). Ces entreprises sont parmi les plus grands semenciers OGM au monde.

La décision d'introduire des semences hybrides, stériles, se justifie-t-elle entièrement par l'urgence alimentaire ? L'introduction massives d'hybrides (et/ou OGM), non adaptées aux pratiques d'agriculture traditionnelle, est une réponse à court terme qui risque malheureusement de rendre les agriculteurs dépendants (impossible de ressemer les récoltes, nécessité d'emploi d'intrants chimiques), de mettre de côté l'agrobiodiversité locale adaptée aux sols et aux climats, voir de contaminer les milliers de variétés locales et traditionnelles, mettant ainsi en péril la souveraineté alimentaire du Vanuatu.

**STOP OGM Pacifique demande :**

- 1. que soit communiqué de façon publique, avant départ du territoire des kits/semences, la liste des espèces et variétés envoyées ainsi que leur fournisseur et quantité**
- 2. la liste des intrants chimiques envoyés (nom commercial, molécule, fabricant, quantité)**

**Nous souhaitons également avoir une visibilité sur les fonds engagés puisqu'ils proviennent d'organismes publics (Province, Gouvernement...)**

Beaucoup d'exemples par le passé devraient nous inviter à la plus grande prudence : Pour n'en citer qu'un : en 2010, le séisme à Haïti qui a fait plus de 250 000 morts et 1,3 million de sinistrés. Les organisations rurales et paysannes se sont battues pour que leur gouvernement refusent l'envoi de 475 tonnes de semences OGM (avec l'arsenal des pesticides associés) offerte par la société MONSANTO (voir article du monde du 1er juillet 2010, ci joint).

**AIDONS LES AGRICULTEURS NI VANUATU PAS LES LOBBIES AGROCHIMIQUES**  
**STOP OGM Pacifique [www.stopogmpacifique.org](http://www.stopogmpacifique.org)**

communiqué de presse de la chambre d'agriculture du 24 mars 2015 :  
Cyclone PAM La Chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie est en charge de la  
coordination de l'aide d'urgence agricole au Vanuatu

[http://www.canc.nc/fileadmin/documents/canc/internet/a\\_telecharger/Communiqués de presse/2015 03 24 CP vanuatu.pdf](http://www.canc.nc/fileadmin/documents/canc/internet/a_telecharger/Communiqués_de_presse/2015_03_24_CP_vanuatu.pdf)



Communiqué de presse  
24 mars 2015 - Nouméa

## Cyclone PAM

### La Chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie est en charge de la coordination de l'aide d'urgence agricole au Vanuatu

Suite au passage du cyclone PAM au Vanuatu, l'agriculture a été très durement touchée et la sécurité alimentaire à court et moyen terme est une priorité. Les autorités du Vanuatu ont sollicité la Chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie pour faciliter auprès des autorités compétentes de la NC (Gouvernement, Provinces) l'acquisition et l'organisation de la logistique de l'acheminement des semences et des outils de première nécessité pour le Vanuatu.

L'octroi de financement pour cette opération conditionnant sa réussite, une subvention de 5 millions de F de la province Sud, ainsi qu'une subvention également 5 millions F du gouvernement ont été octroyées pour mener à bien cette action. La Banque Mondiale est aussi en cours de sollicitation.

François Japiot, chargé de coopération technique régionale à la Chambre d'agriculture, est sur place en appui au NDMO (National Disaster Management Office), plus particulièrement le groupe "Sécurité alimentaire et production agricole", pour coordonner la distribution des kits de semences et outils de première urgence.

Pour le maraîchage, un stock de semences prioritaires (maïs, chou de chine, chou pommé, citrouille, courge, concombre, haricot nain, tomate, salade, pastèque, papaye) et d'outils agricoles sont prêts à être expédiés, en complément des stocks disponibles localement qui ont déjà été distribués. Cela permettra d'apporter un complément alimentaire à court terme.

Le département de la biosécurité-Vanuatu rappelle que les semences importées doivent remplir les conditions phytosanitaires en place au Vanuatu et que l'introduction de graines, semences, matériel végétal "non commerciale" est interdite.

Autre offre de solidarité, Aircalin offre le transport des semences par fret sur un volume d'une tonne, pour un départ envisagé ce vendredi 27 mars 2015 et Héraut Consulting se chargera des démarches administratives et douanières à titre gracieux.

L'envoi des semences et outils sera fait sur Port Vila d'où ils seront répartis dans les zones les plus affectées selon le plan établi par le NDMO :

- Priorité 1: SHEFA/Sheperd Islands, TAFEA/Tanna & Erromango
- Priorité 2: PENAMA, MALAMPA, TAFEA/Anatom, Aniwa, Futuna

À moyen terme, un point plus précis sur les besoins permettra de définir les opérations de reconstruction de l'agriculture vanuaté avec l'appui de la Chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie.

#### Contact Presse

Sophie Golfier  
Responsable communication  
Tel : 78 18 19 – [s.golfier@canc.nc](mailto:s.golfier@canc.nc)

#### Contact opérationnel

François Japiot  
Chargé de Coopération technique agricole régionale  
Tél : 76 16 91 – [fjapiot@canc.nc](mailto:fjapiot@canc.nc)  
+ 678 77 44 368 NUM VANUATU

## Les paysans haïtiens refusent l'aide de Monsanto

Article du publié dans Le Monde - 01/07/2010

Cadeau empoisonné ou geste altruiste pour soulager la misère haïtienne ? La controverse entourant le don d'un lot de semences hybrides par le groupe d'agrochimie Monsanto a rejailli sur le gouvernement de René Prével, alors que les programmes de reconstruction peinent à se concrétiser près de six mois après le séisme qui a fait plus de 250 000 morts et 1,3 million de sinistrés. La polémique a débuté mi-mai lorsque le Père spiritain Jean-Yves Urfié, un Breton, chimiste de formation, qui a longtemps vécu en Haïti, a dénoncé sur Internet le don par Monsanto de "475 tonnes de semences OGM". Aux Etats-Unis, la mobilisation des altermondialistes s'est amplifiée après la publication sur le site du Huffington Post, d'un article de Ronnie Cummins, de l'association des consommateurs de produits biologiques. Il y dénonçait les "pilules empoisonnées visant à refaire d'Haïti une colonie d'esclaves, non plus de la France, mais de Monsanto et des multinationales de l'agrobusiness".

Pour tenter de mettre fin à la controverse, le ministre haïtien de l'agriculture, Joanas Gué, a nié avoir accepté des semences d'organismes génétiquement modifiés (OGM) : "Nous avons pris toutes les précautions avant d'accepter l'offre de la multinationale Monsanto de faire un don de 475 947 kg de semences de maïs hybride ainsi que de 2 067 kilos de semences de légumes", a affirmé le ministre.

Malgré cette mise au point, une dizaine d'organisations paysannes membres du mouvement Via campesina ont poursuivi l'offensive contre "le cadeau empoisonné" de Monsanto. A l'appel du Mouvement des paysans de Papaye (MPP), plusieurs milliers d'agriculteurs, en chemises rouges et grands chapeaux de paille, ont manifesté le 4 juin à Hinche, dans la région du Plateau Central. Les slogans visaient Monsanto et le président haïtien, René Prével, accusé de "vendre le pays aux multinationales". Un petit lot de semences hybrides de maïs a été symboliquement brûlé à la fin de la manifestation. "Nous nous battons pour notre souveraineté alimentaire et nos semences locales. Les dons de Monsanto sont une attaque contre l'agriculture paysanne et notre biodiversité", soutient Chavannes Jean-Baptiste, le leader du MPP. Selon ce proche de Danielle Mitterrand, "Monsanto profite du tremblement de terre pour entrer sur le marché des semences en Haïti".

Récemment reçu à Washington par les responsables de l'Usaid - l'Agence de coopération américaine, partenaire de Monsanto pour la distribution des semences, par le biais du Projet Winner -, M. Jean-Baptiste a plaidé en faveur de "l'agriculture paysanne qui contribue à refroidir la planète". "Pourquoi les produits biologiques sont-ils bons en Californie et pas en Haïti ?" interroge-t-il.

"Les semences hybrides doivent être achetées chaque année (leurs performances s'estompent et il n'est pas intéressant de ressemer les graines récoltées). Elles vont éliminer les semences locales qui existent depuis plus de deux siècles et rendre les paysans dépendants de l'agrobusiness", poursuit le militant. Selon Chavannes Jean-Baptiste, Haïti a suffisamment de semences traditionnelles mais les paysans manquent d'argent pour les acheter. "La plate-forme des organisations paysannes a acheté plus de 500 tonnes de semences que nous distribuons gratuitement, en priorité aux familles paysannes qui ont accueilli des déplacés du tremblement de terre", insiste le leader du MPP, qui a lancé un programme de construction de petits silos pour stocker les semences.

"Monsanto a fait une donation philanthropique au peuple d'Haïti et les paysans sont libres d'utiliser les semences qui leur conviennent le mieux", rétorque Darren Wallis, le porte-parole de Monsanto dont le siège est sur le site de Creve Coeur, dans le Missouri, aux Etats-Unis. "Les semences hybrides sont utilisées depuis des années par la République dominicaine voisine", ajoute-t-il. C'est au Forum mondial de Davos, en janvier, peu après le séisme, que le patron de Monsanto, Hugh Grant, et le vice-président, Jerry Steiner, ont eu l'idée de donner des semences pour un montant de 4 millions de dollars (3,3 millions d'euros). "Il est décourageant de voir certains inciter les paysans à brûler les semences Monsanto, car les victimes de ces actions seront les paysans et le peuple haïtiens", déplore M. Wallis.

Deux cargaisons de semences Monsanto, totalisant 130 tonnes, sont déjà arrivées en Haïti. Elles sont revendues à bas prix par le Projet Winner qui utilise les bénéfices pour acheter d'autres intrants et former les paysans. Les 345 tonnes restantes doivent être acheminées au cours des douze prochains mois. Selon Jean Robert Estimé, le directeur du Projet Winner, 10 000 paysans vont bénéficier de la donation de Monsanto. "Un don similaire de semences hybrides au Malawi en 2006 a permis de multiplier la production par cinq", affirme la multinationale.

L'agriculture est un pilier essentiel de la reconstruction d'Haïti après le séisme du 12 janvier. Les campagnes, où vivent près de 70 % de la population, ont accueilli des centaines de milliers de sinistrés. L'insécurité alimentaire touche 2,4 millions de personnes, le quart de la population. Durant la phase d'urgence, jusqu'en mars, deux millions d'Haïtiens ont reçu une assistance du Programme alimentaire mondial (PAM). Elle ne concerne plus que 1,3 million de personnes : les enfants, les femmes enceintes et les travailleurs engagés dans les programmes "Argent ou nourriture contre travail". Haïti importe aujourd'hui plus de 80 % de sa nourriture. Comme l'a reconnu l'ancien président américain Bill Clinton, les riziculteurs haïtiens ont été ruinés dans les années 1980 par les importations de riz américain subventionné, après le démantèlement des protections douanières imposé par les organismes internationaux.